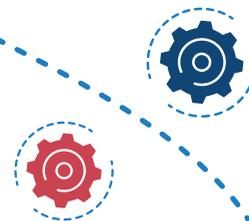




# LABOR OBSERVATORY OF THE AMERICAS

Confédération syndicale des travailleur-euses des Amériques (CSA)



## Fiche Informative Haïti

2021



### Superficie totale:

27.750 km<sup>2</sup>



### Population:

Selon l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) en 2009 la population d'Haïti était estimée en 9.923.243 personnes<sup>1</sup>.



### Population (estimée 2021):

11.905.897  
personnes

### Composition de la population (2021):



**5.906.934**  
femmes



### Population active économiquement (2020)

4.972.457  
personnes<sup>2</sup>



### Produit intérieur brut (PIB) 2020:

15.505 millions  
de dollars<sup>3</sup>



### GDP in 2021:

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a projeté une chute annuelle du PIB haïtien de -1,3%



**5.998.963**  
hommes.

<sup>1</sup> Certaines données statistiques proposées ici viennent de l'Institut Haïtien de Statistique et D'Informatique.

<sup>2</sup> <https://datos.bancomundial.org/indicador/SL.TLF.TOTL.IN?locations=HT>

<sup>3</sup> <https://statistics.cepal.org/portal/cepalstat/perfil-nacional.html?theme=2&country=hti&lang=es>



# Panorama de la situation socio-économique

## Emploi.

On estime que le taux d'emploi en 2021 était de 54.5%<sup>4</sup>

## Chômage.

Le taux de chômage estimé pour 2021 était de 15.7%.<sup>5</sup>

## Population inactive.

On calcule un taux d'inactivité en 2021 de 35,3%<sup>6</sup>.

## Travail informel.

Pour 2012, 91,5% des travailleur-euses se trouvaient dans des conditions d'emploi informel.<sup>7</sup>

## Pauvreté.

La Banque Mondiale estime qu'en 2020 environ 6,3 millions de personnes étaient pauvres. Parmi eux, 2,5 millions étaient en situation de pauvreté extrême. Cette situation est aggravée par l'inégalité profonde du pays, car 64% de la richesse y est concentrée chez le 20% le plus riche de la population, alors que le 20% le plus pauvre ne dispose pour sa part que de 1% de la richesse totale.<sup>8</sup>

<sup>4</sup> Source: estimations par modélisation OIT (nov 2021): "Razón Ocupación-población en edad de trabajar" [https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer57/?lang=es&segment=ref\\_area&id=HTL\\_A](https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer57/?lang=es&segment=ref_area&id=HTL_A)

<sup>5</sup> Source: estimations par modélisation OIT (nov 2021): "Tasa de desocupación" [https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer57/?lang=es&segment=ref\\_area&id=HTL\\_A](https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer57/?lang=es&segment=ref_area&id=HTL_A)

<sup>6</sup> Source: estimations par modélisation (nov 2021): "Tasa de inactividad" [https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer57/?lang=es&segment=ref\\_area&id=HTL\\_A](https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer57/?lang=es&segment=ref_area&id=HTL_A)

<sup>7</sup> Source : statistiques de la Force de Travail OIT: "Tasa de ocupación informal en la ocupación total" [https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer57/?lang=es&segment=ref\\_area&id=HTL\\_A](https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer57/?lang=es&segment=ref_area&id=HTL_A)

<sup>8</sup> <https://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview#1>

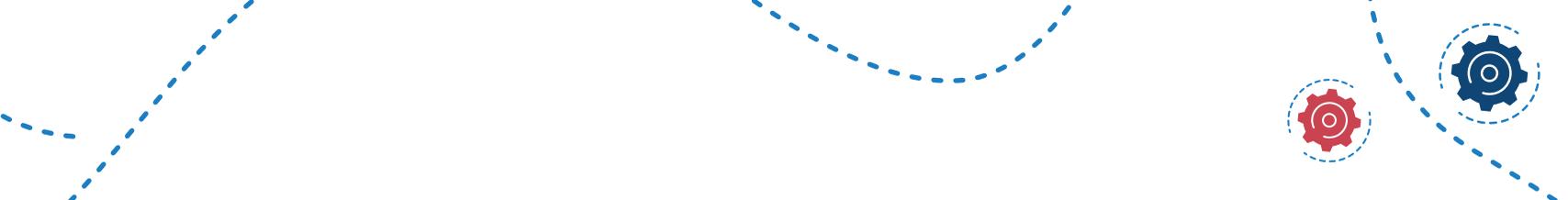
# Les sujets saillants de la conjoncture 2021

L'année 2021 a été traversée par l'instabilité politique, caractéristique des dernières décennies, ainsi que par des faits de violence très forts. L'un des plus marquants a été l'assassinat de l'ancien président Jovenel Moïse, perpétré le 7 juillet dans sa résidence, alors qu'il se trouvait accompagné par sa femme. Le commando responsable de l'attentat était composé par 26 anciens militaires colombiens, dont 15 ont été capturés, avec 2 Américains aussi, par les autorités haïtiennes. Les mobiles de l'assassinat ne sont pas encore clairs, mais les enquêtes avancent. Mario Antonio Palacios, qui avait réussi à fuir, a été capturé en Jamaïque et il est en train d'être jugé par une cour américaine qui l'accuse de deux charges liées au magnicide : enlèvement et assassinat. L'ancien militaire a reconnu devant les autorités américaines la responsabilité des 26 Colombiens dans l'assassinat du président.

Même si ces événements ont bouleversé le pays et la communauté internationale, le président était à l'époque fortement questionné par la société haïtienne. Au long du premier semestre 2021, les mobilisations sociales, régulières depuis 2019, s'étaient intensifiées et réclamaient la démission du mandataire. Un facteur de poids dans les mobilisations était la dispute entre l'opposition et le gouvernement concernant la

fin du mandat. Pour Moïse, son mandat finirait en 2022, mais pour d'autres secteurs, comme les syndicats et les organisations de défense des droits humains, il terminait en 2021, car, disaient-ils, les élections annulées par fraude en 2015 faisaient partie du même processus électoral qui avait désigné le président assassiné plus tard.

À l'instabilité de la situation économique et sociale laissée par le meurtre de Moïse viennent s'ajouter les conséquences du tremblement de terre de 7,2 degrés qui a secoué le pays au mois d'août. On estime que cet événement a causé la mort de plus de 2.200 personnes et un bilan d'au moins 12.000 personnes blessées et plus de 650.000 habitants touchés par les dégâts. La tempête tropicale Grace, survenue quelques jours après le tremblement de terre, a entravé le travail de secours pour aggraver la situation. Ces événements ont freiné en plus le processus tardif de vaccination contre la COVID-19, démarré au mois de juillet.



Sans être encore récupéré de la secousse, le pays a dû faire face à une pénurie d'essence qui a perturbé le transport public et de nourritures, les communications, le service de santé, encore indispensable après le tremblement et au milieu de la pandémie. Parmi d'autres facteurs, le manque d'essence est une conséquence des problèmes d'insécurité et de violence vécus dans le pays après l'assassinat de l'ancien président. L'ancien agent de police et leader de gang Jimmy Cherizier allié avec la G9 (coalition de 9 bandes criminelles) a bloqué pendant un mois la distribution d'essence pour exiger la démission du premier ministre Ariel Henry, qui dirigeait le pays après la mort de Moïse.

Les·las Haïten·nnes se sont mobilisé·es massivement contre la crise de sécurité créée par les gangs ; des enlèvements massifs, des pillages, des extorsions faites aux commerçants, le contrôle de l'essence, des viols systématiques à des femmes et des assassinats sont le lot quotidien de la société haïtienne. On estime que le pays a fini l'année avec 949 enlèvements, l'un des chiffres les plus importants au niveau mondial. La communauté internationale a tiré la sonnette d'alarme après l'enlèvement de 16 missionnaires américains et un canadien.



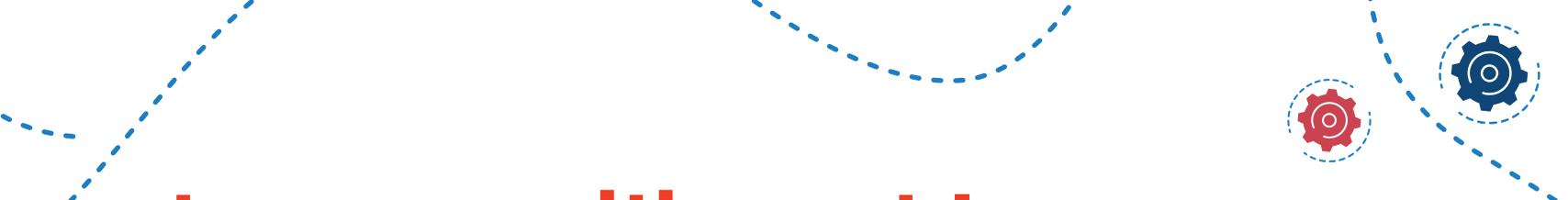
# Les actions et les dénonciations syndicales et d'autres secteurs de la société

Au milieu de l'instabilité politique que traverse le Haïti, conséquence de plusieurs années d'irrégularités dans la gestion du pouvoir et de violations des droits humains de la population, et face à l'aggravation des conflits internes à cause de l'assassinat de l'ancien président Jovenel Moïse, les organisations sociales et syndicales du pays ont lancé un appel urgent aux autorités haïtiennes, en exigeant le rétablissement de la sécurité pour le peuple. Cette demande des mouvements et des organisations mettait l'accent dans la recherche de solutions face au déplacement forcé d'environ 19.000 personnes de la région métropolitaine de Port au Prince, la capitale du pays, en raison de la violence provoquée par les gangs armés hors la loi. Outre la crise humanitaire produite par le déplacement, le contrôle exercé par les bandes criminelles sur certains points stratégiques de la capitale a des conséquences fortes sur l'économie et empêche de pouvoir garantir des services pour subvenir aux besoins essentiels de la population.

Le mouvement syndical haïtien a dénoncé la violation des préceptes constitutionnels en termes de distribution des pouvoirs dans le pays. Après le meurtre de M. Moïse, le pouvoir exécutif dirigé par le Premier ministre, M. Ariel Henry, a assumé des attributions qui devraient être entre les mains du pouvoir législatif. Ceci a créé des dysfonctionnements et un déséquilibre dans les procédures démocratiques, nécessaires pour

garantir l'indépendance des pouvoirs et la prise de décisions justes. Pour le syndicalisme, ces irrégularités ne permettent pas de trouver des solutions à la crise politique, économique et humanitaire que traverse le pays.

Une autre dénonciation grave est liée à la violence de genre, qui aurait augmenté de 377% au cours de la dernière année, avec plus de 6.500 personnes exposées à des situations de violence sexuelle. L'Organisation des nations unies (ONU) a lancé un appel urgent pour répondre à cette conjoncture affreuse. On a aussi dénoncé que près de 5.000 personnes déplacées à l'intérieur du pays seraient en risque d'attraper des maladies de transmission sexuelle. Les affrontements armés internes ont laissé les femmes entre les feux croisés et les risques pour la santé ou la sécurité à cause de la pandémie de COVID 19, dans des foyers précaires ou des abris temporaires, sans possibilité de trouver de l'aide pour améliorer leur situation humanitaire. Selon le Fonds de population des Nations unies (UNFPA en anglais), dans les premiers mois de 2021 on a accueilli 1.347 cas de survivantes de violence sexuelle et 6.356 cas de violence physique.



# Les propositions et les initiatives syndicales

Le syndicalisme haïtien a lancé un appel urgent pour que la crise humanitaire traversée par le pays soit prise comme priorité dans les actions de solidarité internationale que développe la Confédération syndicale des travailleur-euses des Amériques (CSA) et les organisations partenaires qui articulent dans la région la Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme. Le mouvement syndical haïtien y a proposé que le pays soit prioritaire dans le plan de travail que la CSA développe pour les années à venir et que celle-ci puisse le soutenir dans des domaines de premier ordre, comme la coopération, la formation et la mobilisation active dans des actions continentales de solidarité pour la récupération démocratique du pays. Ils entendent que ce soutien est essentiel face aux faiblesses que peut avoir le processus haïtien d'organisation syndicale, en raison des difficultés liées à la répression, les restrictions à la mobilité, les licenciements, la criminalisation et toute une série de violations des droits qui augmentent dans le pays. La CSA partage cette proposition et elle a défini comme prioritaire son soutien et sa solidarité internationaliste envers le Haïti.

De façon complémentaire, on conçoit aussi la Plateforme pour le développement des Amériques (PLADA) comme un outil fondamental pour penser l'avenir d'Haïti, pour travailler à partir de ses fondements et ses orientations vers la construction unitaire et un modèle de développement durable, et pour présenter des alternatives concrètes pour la reconstruction du pays, avec la participation active des travailleur-euses et l'inclusion des jeunes et des femmes.

Par ailleurs, les syndicats du secteur textile ont présenté leurs propositions pour développer un dialogue social dans la zone franche de la Compagnie de Développement Industriel (CODEVI) en Ouanaminthe. Dans le mois de septembre, un espace de rencontre a été habilité pour présenter devant l'Assemblée des travailleur-euses le projet de convention collective proposée par les syndicats, afin de renforcer les droits syndicaux et la construction du dialogue social. Le projet de convention collective est centré sur le travail décent et il comprend dix chapitres articulés autour du respect de la liberté syndicale, la santé et la sécurité au travail, contre le harcèlement sexuel, pour la protection et la sécurité sociale, les salaires décents et de prestations sociales pour les travailleur-euses.



# SECRÉTARIAT EXÉCUTIF CSA

Fred Redmond - **Président**

Francisca Jiménez - **Président-adjoint**

Toni Moore - **Président-adjoint**

Rafael Freire Neto - **Secrétaire général**

Jordania Ureña Lora - **Secrétaire des politiques sociales**

Cícero Pereira da Silva - **Secrétaire à la formation  
et à l'éducation syndicale**

Bárbara Figueroa - **Secrétaire au développement durable**

---

**Contenu et rédaction** - Danilo Urrea

**Relecture et révision** - Equipo CSA

**Traduction** - Patricia Wild Interpretación y Traducción

**Design et mise en page** - Gervasio Della Ratta

